

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Malgré les succès militaires...

La décomposition de l'arrière franquiste s'accentue

Les victoires mussolino-hitlériennes en Espagne donnent à Franco beaucoup moins de résultats que l'on ne le pense généralement. Depuis le début de la guerre civile, le « Caudillo » dut sévir contre les éléments phalangistes qui avaient une conception trop totalitaire du régime futur, chose qui ne convenait guère aux vieux monarchistes, grands propriétaires fonciers et surtout au clergé catholique et aux Italiens. La phalange était entièrement entre les mains des agents hitlériens, et Mussolini ne pouvait être que médiocrement rassuré.

Le chef phalangiste Hedilla et 80 de ses acolytes ont été condamnés à de lourdes peines pour des délits de droit commun. Franco, tout en fusillant les antifascistes était préoccupé, du premier jour, de se prémunir contre ses propres associés.

En dehors de la Phalange, Franco devait compter avec les ambitions de ses collaborateurs les plus « proches ». L'histoire de l'Espagne est pleine, à ce sujet, de préférences qui sont de nature à troubler l'esprit le plus rassuré. Tant que la balance de la victoire ne penchait pas d'une façon décisive en faveur de Franco, ses associés pratiquaient la solidarité bien connue des gens de la pègre ayant commis des crimes qui mêlent au poteau.

Toutefois, les choses changeaient, cependant, avec l'avance des troupes de Mussolini et Hitler. On sait que le régime franquiste n'a introduit aucune réforme susceptible de rallier la population des villes et des campagnes à l'idéal national. Le soulèvement militaire du 18 juillet avait même pour but d'empêcher toute réforme. Des latifundias andalous que la République avait timidement essayé de remettre aux paysans ont été repris par leurs anciens propriétaires.

(Voir la suite en 3^e page.)

La propagande anarchiste et l'action syndicale sont parallèles, mais ne se confondent pas

Depuis Pouget et Peltout, depuis l'origine du mouvement spécifiquement ouvrier, les anarchistes français ont toujours accordé au syndicalisme une importance de premier plan. Au moment où, à la fin du siècle dernier, les travailleurs prenaient de leur devenir une nette conscience et formulaient leurs aspirations de libération intégrale dans cette formule, qui devint celle du syndicalisme : *bien-être et liberté*, les anarchistes prirent dans les organisations ouvrières une influence prépondérante. Ce fut pas par hasard. Ce fut pas non plus par un hasard de faiblesse tactique ou d'inériorité idéologique des partis qui se disputaient sa conquête que le syndicalisme rejetta dès sa naissance la tutelle des partis et manifesta sa volonté de lutter en toute indépendance contre l'exploitation économique du patronat et la domination politique de l'Etat. Et si de cette manière la C.G.T. d'alors comptait parmi ses dirigeants un grand nombre de militants formés à notre idéologie, c'est parce que l'aspect général de nos concepts s'identifiait avec les aspirations profondes des masses ouvrières. Il fallut une série d'événements mondiaux tels la guerre, la révolution russe, la scission, l'emprise bolchevique, pour modifier en apparence cette physionomie caractéristique du mouvement syndical français.

La situation actuelle du syndicalisme, le soudain déclin des effectifs amenant du jour au lendemain dans les syndicats des millions d'ouvriers qui en avaient perdu le chemin, peuvent faire penser que cette modification d'aspect général est durable sinon définitive.

La calomnie, l'injure, le discrédit organisé, enfin toutes les méthodes profondément immorales que le bolchevisme et son enfant abatard, le stalinisme, ont mises en application, découragent nombre de militants révolutionnaires, et particulièrement anarchistes, et les incitent à se demander si mieux ne vaudrait pas quitter.

Quand le parti communiste tente en juin

Il faut poursuivre sans relâche l'action pour faire respecter le droit d'asile.

(Voir en 4^e page le compte rendu du grand meeting de la S.I.A. à la Mutualité qui a obtenu un succès considérable.)

La semaine dernière nous avons relaté cette étrange affaire de trafic d'armes qui doit venir prochainement — le 22 de ce mois — devant le tribunal de Bayonne. Nous avons également souligné l'extraordinaire silence fait par la presse en général et par les journaux communistes en particulier sur cette affaire.

Ce Soir, qui avait en février attaché le grelot est devenu soudainement muet. Idem bien entendu, de l'Humanité. Le journaliste de Ce Soir qui avait dénoncé le trafic a même été « remercié », après qu'on lui eût interdit de parler de nouveau de l'affaire.

Résumée dans ses grandes lignes, l'affaire se présente ainsi. Des contrebandiers d'armes, comme il en foisonne à la frontière franquiste, furent arrêtés l'an passé en juillet par la police française dans la région de Saint-Jean-de-Luz. On appréhenda un nommé Borda comme chef de bande. Une « maladresses » policière, sans doute voulue, lui permit de s'enfuir peu après dans l'auto d'un nommé Diharcet et de se réfugier à Irun.

Au mois de février, un paroissien nommé Suzanne, dévoila toute l'affaire. On connaît ainsi que trente tonnes d'armes avaient été passées en France à l'adresse des organisations fascistes et notamment du C.S.A.R. sous la direction du capitaine Ibáñez, de la Commandancia d'Irun.

Des révélations faites, qui devront connaître un jour public à l'audience du 22 au tribunal de Bayonne, ont mis direc-

tement en cause le député Ybarnegaray, fasciste notoire et principal lieutenant de La Rocque.

L'affaire en soi n'a rien qui puisse nous étonner. Elle se jondrait même, sans nécessiter de commentaires particuliers, aux autres combines, précédemment connues et dénoncées par la presse, de trafics d'armes organisés par les groupements fascistes, si certains journaux qui dénonceraient à grand

fracas des affaires similaires, ne se trouvaient soudainement en proie à un mutisme insolite. Nous avons cité Ce Soir et l'Humanité. Or, si nos renseignements sont exacts — et nous n'avons aucune raison d'en douter — l'occasion serait unique de mettre directement en cause le député fasciste Ybarnegaray et d'avoir la preuve de la collusion ouverte des groupements fascistes avec Franco.

Alors, pourquoi ce silence ? Est-ce parce que Thorez se souvient de cette memorable séance parlementaire de novembre 1935 où l'on vit une préfiguration de l'union nationale sous la forme d'un vote de majorité alliant précisément d'Ybarnegaray au député d'Ivry ?

Ou bien plutôt, explication moins « sentimentale », est-ce parce qu'Ybarnegaray aurait découvert des vertus nouvelles au pacte franco-soviétique, ainsi qu'on le prétend dans les milieux bien informés ? En ce cas, on comprendrait à quel point peut se trouver le mot d'ordre : « Frère Croix-de-Feu nous te tendons la main ! » De toutes façons il apparaît bien — et l'on s'en doutait un peu... — que les seuls éléments à ne pas comprendre l'exacte portée de ce mot d'ordre sont précisément les types « de la base », croix-de-feu ou communistes, pour qui il a été mis en circulation.

« Ce qui d'ailleurs ne les empêche pas d'être couillonnes de première par leurs chœurs réciproques qui eux non seulement la connaissent mais à l'occasion la pratiquent.

(Lire le compte rendu détaillé en page 2.)

On me dit :

“ Mais vous retournez à l'anarchisme ? ”

Et je réponds :

“ Mais où voulez-vous que j'aille pour trouver des hommes libres ? ”.

Georges PILOCH
au meeting de vendredi à la Mutualité.

Après la scission du Parti Socialiste

Le Front Révolutionnaire s'impose

La scission socialiste est faite. Le Congrès de Royan avait décidé que les militants de la gauche révolutionnaire avaient jusqu'au 1^{er} juillet pour faire leur soumission. Ces derniers se sont refusés à suivre l'exemple célèbre des bourgeois de Calais, et rentrent au parti les pieds nus et la corde au cou. Ils viennent à ce parti les nouveaux qui prend comme nom le Parti Socialiste Ouvrier Paysan.

Dans un numéro spécial de « Juin 36 » l'ex-organigramme de la Fédération de la Seine qui devient l'organe du nouveau parti, ils viennent de lancer un appel dans lequel ils définissent les raisons qui les ont obligés à sortir de la S.F.I.O. Cet appel constitue en fait un manifeste-programme. Nous y retrouvons les critiques, que depuis sa formation, nous adressons au Front populaire.

Les causes de la faillite du « Grand Rassemblement Populaire », la Grande Illusion, y sont analysées. L'alliance avec une fraction de la bourgeoisie, liant le prolétariat dans ses revendications immédiates, et surtout dans sa lutte révolutionnaire pour son émancipation intégrale. Ce qui fit qu'au moment des grèves de juin, où la bourgeoisie rassemblée était incapable de lutter, prête à tout céder, Marceau Pivert pouvait s'écrier avec raison : « Tout est possible », ce à quoi Blum et Thorez répondent : « Non, tout n'est pas possible ». Il fallait savoir terminer une grève. Les ouvriers ont lâché prise et la bourgeoisie retrouve toute son arrogance car elle, elle sait poursuivre une lutte jusqu'à l'écrasement complet de son adversaire.

L'union sacrée, en temps de guerre, dont Blum s'est vanté lui-même d'être partisan, qu'il a tenté de réaliser à son second ministère, amena la gauche révolutionnaire à rompre avec la S.F.I.O. Rupture morale, d'abord, que le Congrès de Royan devait rendre effective.

R. FREMONT.
(Voir la suite en 6^e page.)

Le congrès de Royan

par Sébastien Faure

Du récent congrès tenu à Royan par le Parti Socialiste, la S.F.I.O. est sortie vivante encore, bien que mutilée par l'amputation d'un de ses membres : mais ce congrès a porté en terre le Socialisme lui-même.

J'ai connu le socialisme d'il y a quelque quarante à cinquante ans. Ce socialisme, basé sur la lutte des classes, avait pour but l'abolition des classes par la Révolution sociale.

Constatant l'irréductible antagonisme qui oppose aux intérêts moraux et matériels de la classe ouvrière les intérêts moraux et matériels de la classe capitaliste, ce socialisme tendait directement et inévitablement à la disparition de celle-ci.

Le programme de ce Socialisme se résument en trois articles :

1^{er} Article. — EXPROPRIATION politique et économique de la classe bourgeoise.

2^{me} Article. — SOCIALISATION de tous les moyens de production, de transport et d'échange.

3^{me} Article. — ENTENTE NATIONALE ET INTERNATIONALE des Travailleurs.

Ce programme (que de changements depuis l') était clair, précis et complet.

L'article 1 précisait l'œuvre destructrice à accomplir : effondrement total et définitif du Régime capitaliste par l'expropriation pure et simple, à la fois politique et économique, des Gouvernements et des Possédants (associés et complices) détenteurs : les premiers du Pouvoir politique et les seconds, de la Puissance économique.

Il allait de soi et il était bien entendu — la plus élémentaire logique l'exigeait — que cette expropriation sans réserve et sans indemnité ne pouvait être réalisée que par l'action révolutionnaire, conformément à l'enseignement de Karl Marx attribuant à « la Force » l'accouchement de toute société nouvelle.

L'article 2 définissait l'œuvre constructive à mettre debout dès le triomphe de la Révolution.

Du fait même de son expropriation pleine et entière, la classe bourgeoise disparaissait et cette disparition engendrait automatiquement la fusion des deux classes en une seule embrassant la population tout entière. Cette fusion mettait fin au régime de l'appropriation privée et à l'exploitation qui fatigusement en découle.

Toute la partie constructive de cet article 2 reposait sur la SOCIALISATION de tous les moyens de production, de transport et d'échange.

Après l'alerte

par Lashortes

Il paraît — M. Daladier l'a déclaré devant une Commission de la Chambre des députés — il paraît que nous l'avons échappé belle ! que nous aurions été à deux doigts de la guerre à la suite des incidents de Cheb qui se produisirent à la veille des premières élections tchécoslovaques. Peu s'en fallut qu'un nouveau Sarajevo ne provoquaît une nouvelle con-

flagration européenne. Hitler avait massé trente divisions à la frontière tchécoslovaque, un ultimatum était prêt, le premier incident devait servir de prétexte à l'invasion militaire. Que se fut-il passé ensuite ? Le schéma n'est pas difficile à imaginer. Ou bien la Tchécoslovaquie se fut inclinée et elle fut devenue un état vassal de l'Allemagne et amputé des régions peuplées d'Allemands. Ou bien, soutenue par des gouvernements, comme la Serbie le fut par la Russie après Sarajevo, elle fut inclinée à la résistance et c'eût été par le déclenchement du mécanisme des alliances et l'intervention des états-majors soucieux de s'assurer le meilleur par la promptitude de leurs décisions à cette course à l'abîme contre quoi aucun barrage n'eût pu résister.

Les gouvernements russe et français, appuyés discrètement par les petites puissances comme la Roumanie prirent immédiatement position et tinrent à rappeler qu'ils exécuteraient leurs obligations envers la Tchécoslovaquie. L'Angleterre fit savoir à Berlin qu'elle ne se désintéresserait pas du conflit. L'Italie choisit, comme toujours, une attitude équivoque. La partie s'engageait mal pour Hitler : il recula. Du coup, nos patriotes de gauche triomphent : voyez ! nous disent-ils, il a suffi d'un froncement de sourcils pour que le Führer rengeigne son épée, tant il est vrai que la force, seule, est capable de le réduire...

Nous n'en disconvenons pas. Nous n'avons jamais dit autre chose. Mais alors qu'on ne nous répète plus que les principes sont en cause et que la défense de la Tchécoslovaquie se confond avec celle du droit et de la civilisation. Question de force, soit ! Ce n'est pas nous qui nous plaignons qu'on soit sorti d'un verbalisme juridique, dangereux et hypocrite. Seulement, la force pourra-t-elle toujours jouer ce rôle pacifique ? Evidemment non. Il eut suffi d'un rien pour que l'affaire de Cheb tourne mal. Que l'Italie se fut montrée plus chaude, que l'Angleterre se fut hésitée, que l'Allemagne se trouvât plus engagée et tout le scénario s'en fut trouvé modifié. Le Führer songea-t-il à la guerre ? C'est fort possible. Il pouvait, en tout cas, opter pour la paix sans perdre la face devant son « peuple ». Mais que serait-il arrivé dans le cas contraire ? Nous aurions assisté à un développement calqué sur celui de juillet 1914. Faut-il dans ces conditions crier sur

“ Croix-de-feu, nous te tendons la main... ”
Et la presse stalinienne reste muette sur les trafics du député fasciste Ybarnegaray !

Notre fête de Livry-Gargan à obtenu un succès magnifique.

Elle a été une puissante manifestation de notre influence et du rayonnement de notre propagande.

(Lire le compte rendu détaillé en page 2.)

tous les toits que la paix est sauvee ? Nous demandons : pour combien de temps ? Il tombe sous le sens que la conjoncture actuelle ne se reproduira pas éternellement. Celui qui compte sur la force pour triompher doit admettre que la force pourra le vaincre à son tour. L'ennemi s'attachera à renverser le rapport de puissance qui lui a été momentanément défavorable. S'imagine-t-on, d'autre part, que la question des Sudètes est tranchée, que l'élaboration d'un statut de minorité sur la base des revendications posées par Henlein soit capable de détourner le Reich de ses projets en Europe centrale ? Il suffit de lire la presse allemande pour comprendre que la reculade de Cheb n'a pour effet que d'aggraver davantage les rapports entre Berlin et Prague. Ce que le Führer réclame, ce n'est pas que la minorité allemande des Sudètes soit protégée contre l'arbitraire du gouvernement tchécoslovaque, mais c'est que l'impérialisme allemand ne soit pas entravé dans son expansion en Europe danubienne. Et c'est précisément ce que veulent empêcher la France et la Russie qui, elles aussi, se soucient beaucoup moins du sort des minorités que des réalités de la lutte internationale. Or, ces réalités subsistent et subsisteront après le statut des Sudètes.

Voilà donc la limite de la paix dont nous jouissons encore. Elle nous permet tout juste de souffler en attendant de prochaines et inévitables alertes. Serons-nous assez heureux pour nous tirer sans encombre de la prochaine de celle qui la suivra, puis de la troisième... ? Cette paix si précaire, si menacée, jusqu'à quand en journées-nous ? N'allons-nous pas voir, ne voyons-nous pas, à ce régime de douche écoissante, se développer dans ce pays une mentalité analogue à celle qui régnait avant 1914 ? Est-ce que cette insécurité, cette inquiétude déprimante n'amène pas tout doucement les hommes à considérer la guerre comme une nécessité et, qui sait ? comme un moyen de se soustraire à l'effroyable obsession ? Nous posons ces questions à tous ceux qui pensent que nous devons profiter du court répit qui nous est accordé pour organiser la paix sur d'autres bases.

Qu'en relise la résolution adoptée par la conférence du Centre d'action syndicale contre la guerre. Nous la faisons notre. Elle est notre. LASHORTES.

Rappoport deviendrait-il anarchiste ?

Il y a quelques semaines déjà que Charles Rappoport a donné sa démission du parti communiste. On sait que c'est à la suite des procès de Moscou que le vieux théoricien du socialisme bolchevique s'est résolu à ce geste qu'il a justifié dans une lettre publique.

Il dénonce « les exécutions massives, connues et inconnues, de la vieille garde révolutionnaire communiste, des plus hauts fonctionnaires de l'Etat ou de l'industrie et de l'armée », qui ont terriblement appauvri l'U.R.S.S. La terreur qui « paralyse les esprits, le poétier et le mouchard » qui « deviennent les maîtres ».

L'atmosphère devient irrespirable. Comme sous les régimes de bas empire romain la délation prend une telle extension que le gouvernement de Staline lui-même commence à s'en inquiéter et après l'avoir provoquée cherche vainement à la contenir. La courtoisannerie et la bêtise fleurissent. Les meilleurs écrivains indépendants renoncent à écrire sous le jouet de l'Etat, ou n'osent pas publier. La presse, toute officielle, est d'une uniformité et d'une banalité désolantes. »

Ce caractère de basse police, sans précédent du régime stalinien dans l'histoire moderne, nous l'avons dénoncé, nous, anarchistes, à une époque où Rappoport le justifiait, en le couvrant de ce « manteau de Noé qui égare les esprits » et qu'il rejette aujourd'hui.

Ce n'est donc pas cela qui nous intéresse dans la condamnation du stalinisme que prononce aujourd'hui Rappoport.

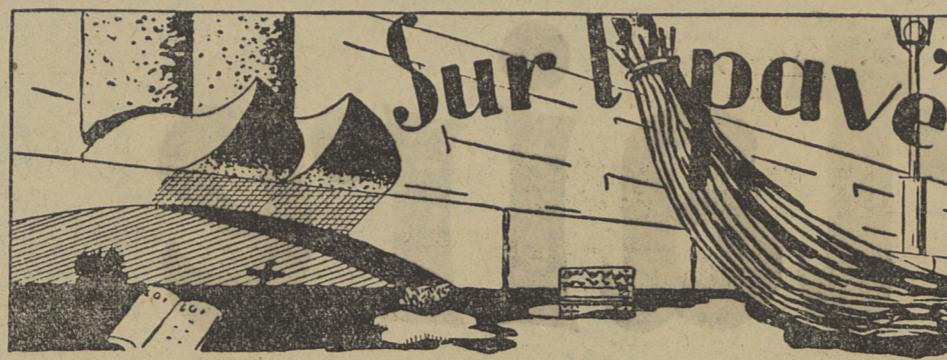
Il y a autre chose de beaucoup plus important. Analysons les conséquences des hécatombes moscovites, Rappoport en arrive à cette conclusion :

« Staline peut se vanter d'avoir démontré par le fait, sur un sixième du globe, que LE SOCIALISME SANS LA LIBERTÉ, ABOUTIT A LA TYRANIE LA PLUS FORMIDABLE, car elle s'étend non seulement sur le domaine politique, intellectuel et moral, mais aussi sur le domaine économique CAR L'ETAT DEVIENT LE MAÎTRE ABSOLU DE TOUS LES MOYENS D'EXISTENCE. Les socialistes devant la révolution bolchevique démontrent triomphalement que la liberté sans pain est une mauvaise plaisanterie. STALINE A FAIT COMPRENDRE AU MONDE ENTIER QUE LE PAIN ET COMBIEN INSUFFISANT — SANS LIBERTÉ EST TROP AMER... ».

Nous avons intentionnellement souligné les passages les plus marquants. Venant de Rappoport, l'aveu est de taille. Est-ce que par hasard, sur ses vieux jours, Rappoport renierait tout le socialisme marxiste traditionnel et adhérerait au socialisme libertaire ? En tout cas, le langage que tient maintenant Rappoport est celui que tiennent toujours les anarchistes. Autrefois, l'ironie de Rappoport était ces « métaphysiciens », ces « rêveurs » attachant de l'importance à ce concept de liberté si bien dénoncé comme une méprisable « grue métaphysique » par Lafargue et sa descendance.

Si nous combattons l'Etat, dont nous voulons la disparition, c'est en raison des inévitables conséquences qu'engendre tout régime quel qu'il soit soumis à l'autorité d'un clan politique, d'une « élite », s'affirme-t-elle du prolétariat, qui s'arroge le droit de penser, d'agir, de diriger, pour la masse travailleuse considérée comme inapte à accomplir elle-même son destin.

Le régime russe était vicié dès son origine. Du jour où le parti bolcheviste se substitua à la classe ouvrière et paysanne de Russie, l'Etat au lieu de se dissoudre progressivement, devait se renforcer et aboutir à l'autorité d'un seul maître. Une classe dirigeante utilise maintenant cet Etat à son profit selon un processus classique. Il n'y a rien là d'imprévu. Ce n'est pas Staline qui en est responsable. C'est le principe politique représenté par la théorie de la dictature des élites. Il aboutit fatallement à l'intoxication des « chefs aimés », des « guides géniaux ». Et Rappoport eût dû s'en douter depuis bien longtemps. — L. A.



PROPOS D'UN PARIA

Perspectives...

L'actualité ne chôme pas.

Que ce soit en politique intérieure ou extérieure, en sport, voire dans l'immense domaine des faits-divers, chaque jour amène en pâture, aux foules qui devraient pourtant en être saturées, un événement sensationnel.

Avant le Derby d'Epsom où s'illustra un cheval français dont la victoire fut accueillie aux cris de « Vive la France » (Ah ! l'entente cordiale !) nous avions eu dans le congrès eucharistique — derby des psaumes ! — le succès au cardinal — français, lui aussi — Verdier, faisant figure d'ambassadeur extraordinaire de notre république laïque, démocratique et sociale...

Depuis, les congrès ont succédé aux conférences et les paroles — qui s'envolent — n'ont cessé de débouler des bouches plus ou moins autorisées, plus ou moins habiles des gens qui croient mis au monde pour assurer — moyennant certains avantages, il faut bien vivre, et surtout vivre bien — le bonheur de leurs semblables.

Il faut bien reconnaître que depuis le temps où ces marchands de paradis terrestre préchent, promettent, prophétisent, il n'a pas été fait beaucoup de pas dans la voie du progrès humain.

Mais qu'est-ce que ça fait ? Les foules ont besoin d'espoir, et les charlatans de la politesse s'entendent à leur en fournir.

Il me semble pourtant que certains propos qui ont été tenus, notamment lors du Congrès socialiste, à Royan, et par le sieur Ziornski en particulier, devraient mettre la puce à l'oreille à la masse de ceux qui se souviennent encore trop de la dernière pour n'avoir pas envie de remettre ça.

Et je me suis laissé dire qu'au congrès de Paix et Liberté, les voix de vénérables orateurs hors d'âge, naturellement, à faire des héros, ont fait chorus avec le fameux « Si tu veux la paix, prépare la guerre » qui est de mode actuellement dans tous les pays du monde.

Car on la prépare la guerre, et sur un rythme encore jamais atteint !

Et pendant que des ouvriers spécialisés traînent l'acier dans les usines, les spécialistes du bourrage de crâne traînent les cerveaux à l'armée, qui ont terriblement appauvri l'U.R.S.S. La terreur qui « paralyse les esprits, le poétier et le mouchard » qui « deviennent les maîtres ».

Pour ses basses besognes, elle se sert des

Jusqu'au jour du massacre où, changeant d'écrivain, les mêmes bonzes maléfiques chanteront sur le mode lyrique les héroïques défenseurs du droit, de la liberté, etc.

Tant pis pour ceux que la gloire ne tente pas et que l'héroïsme laisse indifférents.

Ceux-là, on les fusillera... s'ils ne veulent pas comprendre... ou faire semblant ! Larue-Michel.

LES RESPONSABLES

Le « roi de la drogue » vient d'être arrêté. Il régnait sur tout le monde peu recommandable des trafiquants de poisons pour taper les gosses de riches. La presse a bondi sur cette affaire. Des titres énormes se sont montés à la « une ».

Tout d'abord, on pouvait penser que l'on se trouvait devant une nouvelle affaire Stavisky. On parlait d'hommes politiques compromis, de certaines complaisances suspectes ; puis, ensuite, une sourcille. Ce n'est pas le silence complet, mais cela ne tardera pas. Le Populaire qui, dès le début, partait en croisade, calme son ton. Le coup de l'étoffoir n'est pas loin.

Nous aurions été curieux pourtant que l'on nous donne le nom des puissants protecteurs, qui sont en fait les vrais responsables, surtout que déjà nous voyons profiler le profil d'Héliopoulos le « sympathique » ami de Chiappe. Pourtant la police doit être assez bien renseignée.

Les journalistes nous parlent toujours d'une certaine « loi du milieu » qui ferme les bouches. Nous savons que cela n'est vrai que dans les romans de Frans Carco, mais que dans la réalité, et cette dernière affaire le démontre, il en va autrement. Tout ce beau monde se dénonce, se moucharde à qui mieux, mieux. Alors pourquoi ce silence ?

LA SEULE COUPABLE

Quand le Populaire, dans une crise d'honnêteté, demande les noms des protecteurs, il y a de quoi rire. Les socialistes ont été au pouvoir, ils avaient même l'Intérieur; ils savent comment fonctionne la police, ils connaissent donc la coupable. Car il n'y a qu'une seule coupable, et cette coupable : c'est la police elle-même.

Pour ses basses besognes, elle se sert des

ment en dire que le vieux pissoir de l'Action Française ne dépara pas la collection !

Mais en réalité le vote de l'Académie a une autre signification, toute politique celle-là. C'est une manifestation réactionnaire. Au moment où le débat entre fascisme et antifascisme s'envole et laisse pressentir un conflit, c'est de la part de la bourgeoisie d'extrême droite une véritable provocation.

La consécration officielle donnée à un individu dont la tâche fut toujours de prôner les idées les plus liberticides, le couronnement d'un pluminet dont toute l'œuvre est une exaltation de ces systèmes totalitaires que la France, nous dit-on, ne saurait accepter, voilà qui indique bien une fois de plus les aspirations d'une clique à nous conduire au fascisme. Ainsi la gauchette royaliste sera de porte-étendard, non seulement aux fripouilles armoriées qui constituent son habileté clientélique, mais encore à tout ce que le pays compte de « versaillais » avant la lettre, admirateurs actuels d'Hitler, de Franco et de Mussolini. C'est un véritable défi à tous ceux qui attachent encore suffisamment de valeur au courage personnel et à la liberté que de proposer à la vénération des foules le haineux vieillard dont les provocations causèrent l'assassinat de Jaurès et armèrent le bras des quelque trois cents voyous qui assaillirent Léon Blum. Nous sommes loin, tant s'en faut, de glorifier le premier et d'approuver le second, mais si nous nous désintéressons des personnalités, nous réprouvons le geste abject et lâche qui consiste à utiliser sa plume pour déigner des hommes à la sauvagerie imbécile d'exaltés.

C'est cela cependant que l'Académie déclore. Une telle discrimination est un symbole. En se prononçant sur le champion des conceptions les plus rétrogrades, les habits verts font un geste de classe. L'élection de Maurras qui n'a aucune signification au point de vue littéraire a une au point de vue social. En combinant de joie la séquelle de cancers et de tarés qui évoluent entre Saint-Honoré-d'Eylau et le Grand Steeple d'Auteuil en passant par la rue du Hanovre, elle marque un peu plus le glissement vers le fascisme, voire s'approche de la canaille réactionnaire. A cette dernière, tout est devenu prétexte pour manifester son odieuse prétention, les nominations à la Coupe comme le reste. Pour celles-ci, peu nous chaut. On peut bien faire de n'importe quel préposé aux chiens écrasés un Immortel et donner le Grand cordon de la Légion d'honneur à Doriot sans que nous y voyions inconvenient. Mais si ce faisant on prétend nous laisser entendre que l'heure est proche pour des consécrations d'un autre ordre, nous saurons faire comprendre à tous les cire-bottes de dictateurs que la classe des travailleurs aime encore la liberté et qu'elle est assez forte pour mettre un frein aux velléités autoritaires d'un ramassis de médiocrités cacochymes et de bouffons sans envergure.

Maurice DOUTREAU.

« gens du milieu ». Le roi de la drogue a appartenu au II^e Bureau, pendant la guerre. Il était indicateur, comme tous les « barbeaux », tous les « hommes du voyage », tous les marchands de « neige », tous les « books ». Ces fiers hors-la-loi, chers au cœur de certains purs, ne peuvent exercer leurs peu honorables métiers qu'à la condition d'être des mouchards, des « indics ».

Ce sont ces individus qui s'introduisent dans tous les milieux, qui mouchardent, tentent de compromettre ceux qui ne veulent pas courir la tête. La police les recrute dans tous les milieux, tolère leurs sales besognes à la condition qu'ils donnent quelques renseignements. Cela profite aux « bourgeois » en même temps qu'aux « gens du milieu ». Une sorte de complicité s'est établie entre eux, ils se partagent les bénéfices.

La police était parfaitement au courant de l'action de Stavisky, de Lyon, d'Héliopoulos, etc., elle est renseignée sur tout et elle tolère; la coupable c'est donc elle et seulement elle. Elle peut agir ainsi parce que aucun journal, sauf *Le Libertaire*, n'ose le dire, n'ose la dénoncer.

Quel nettoyage à faire le jour de la Révolution !

DANS LE BROUILLARD

Th. Ripoull (sic) écrit (non, non, pas dans l'*Os à Moelle*, dans l'*Action Française*) : « Les rouges avaient choisi le jeudi de l'Ascension pour bombarder Cerbère. Cette fois, ils ont attendu la fête de la Pentecôte pour marmiter les environs d'Ax-les-Thermes. La première fois, ils avaient opéré à la faveur des ténèbres. Hier, ils ont mis le brouillard à profit, etc., etc. »

Tous ces sinistres rouges (car ce sont eux, n'en doutons point) qui attendent le jeudi de l'Ascension (le jeudi 1^{er} juillet) pour congé des tout petits, et l'ascension du Christ, par-dessus le marché), la fête de la Pentecôte (trois jours de vacances et langue de feu), la faveur des ténèbres et le brouillard pour exécuter « leur crime et sauvage besogne », comme dit ce vieux Théo, ne vous rappellent-ils pas les coquins de Prussiens qui profitaient, eux, du Vendredi Saint de 18 pour bombarder (avec leur ignoble et sombre Bertha) Paris et viser plus particulièrement les églises pendant l'office des Ténèbres ?

Ce cher Théo Ripoull (mais où l') manque totalement d'imagination, et ce n'est pas encore lui — pas plus d'ailleurs que le « général » Larpent-pan — qui sera capable de sortir les millions et les millions nécessaires à l'entretien des enfants de tous ceux et de toutes celles que Charlot et Léon auront tapées, le jour où « notre maître » se reposera de son grave et dur labeur de redressement national et d'académien dans les champs élyséens, et où notre Léon discutera le coup directement avec le bon Dieu pour son admission au Paradis.

Monsieur Dubalai.

Les artistes du Théâtre du Peuple présentent au THÉÂTRE PICALLE, 12, rue Pigalle, Paris (9^e) :

LE FOYER

Comédie satirique en 4 actes, d'OCTAIVE MIRBEAU et THADEE NATANSON, pour la première fois dans sa version intégrale, et offrent aux lecteurs du LIBERTAIRE des billets à prix réduit. Les demandez au LIB.

LE FOU DU ROY EN HABIT VERT

Tout ce que la France compte de pieds-plats réactionnaires et de « minus habens » à présentations littéraires se rengorge et pavoise depuis

quelques-uns de ceux qui portent l'habit vert, parmi lesquels on relève des noms illustrissimes de Pavilion, Colardeau, Parny, Ponsart, prince de Broglie, etc., et une liste de ceux que le scrupule évinça, entre autres Descartes, Molé, Pascal, Diderot, Beaumarchais, Stendhal, etc. Pour suivant son observation à l'époque contemporaine, Patorni écrit :

« Et cela a continué : de nos jours l'Académie française s'est enrichie de MM. Henri Bourdeaux, Joffre, d'Haussouville, Aicard, Doumic, Frédéric Masson après avoir dédigné Balzac, Flaubert, Maupassant, Baudelaire, Verlaine, Théophile Gautier, etc., etc. Ce parallèle fait éclater la vérité suivante : Tout écrivain qui tente l'ascension de la Coupe en dehors des sentiers battus se voit disqualifié de piano ; il faut, avant de porter l'habit vert, revêtir le maillot d'uniforme prescrit pour le concours. En bref, bien que de nobles esprits aient illustré quelques fautes, l'exclusion de tant d'autres en faveur de non-valeurs suffit à m'empêcher de prendre au sérieux la Tribu des Quarante. »

Nous partageons cette manière de voir. Aussi en consignant un article à la nomination de Maurras, il n'entre pas dans nos dessins d'en juger la littérature. Sa valeur sur ce point même est des plus relatives, quoi qu'en disent quelques snobs qui n'ont pas lu grand' chose. La production de l'homme au couteau de cuisine ressort de la dysenterie. Maurras est un « pondeur » déchaîné, hissé au pinacle par une kyrielle de douairières argentées et de hobereaux d'un autre âge, auxquels des aieux plus ou moins authentiques ont transmis, au travers des générations, un blason quelque peu terni et des tréponèmes vigoureux. Mais cela n'a aucune importance. Le talent de Maurras (qui d'ailleurs suscite l'admiration de Clément Vautel, qui se suffit à la jauger), vaut bien celui du chef de la Force, de l'amiral Lacaze ou de Mgr. Grente et le gendrelle royaliste, s'il professe des idées loufoques, a néanmoins cette supériorité sur M. Pierre Benoit qu'elles lui appartiennent en propre. Sur le plan purement littéraire, cette élection n'est donc pas plus étonnante qu'une autre et l'on peut simple-

ment garder un excellent souvenir de cette journée.

Le spectacle de cinq mille personnes se divertissant sans qu'il soit nécessaire qu'une police « fasse régner l'ordre » est un démenti aux partisans de l'autorité « nécessaire ». Chez les anarchistes, il y a une conscience qui rend inutile l'autorité et qui permet l'ordre sans la force.

Il y a aussi un sentiment de solidarité, de camaraderie et une commune aspiration : la propagande de nos idées, le développement de notre « Libertaire ». Et c'est un spectacle des trois militaires se retrouvant pour collaborer à la diffusion de leur idéal.

Le succès de notre fête est la garantie de la montée de notre mouvement. Si l'on compare avec le même rassemblement

MALGRÉ LES SUCCÈS MILITAIRES...

La décomposition de l'arrière franquiste s'accentue

(Suite de la page 1.)

La population, dans sa grosse majorité, reste indifférente, sinon hostile au régime franquiste.

L'amalgame phalangeo-carliste appelé pompeusement « Junta Nacional-Sindicalista », ne groupe qu'une infime minorité de convaincus, dont la majorité se compose de pistoleiros professionnels et de fanaticos du Christ-Roi. L'illustre canaille de Séville, qui porte le nom de Queipo de Llano, avait vu juste lorsqu'il déclarait qu'il fallait exterminer les trois quarts des Espagnols si l'on voulait voir le triomphe de l'idée nationale. Pour préserver son arrière-garde, Franco était obligé d'avoir recours à la terreur la plus arbitraire. L'entreprise étrangère sur l'Espagne nationaliste blesse profondément le sentiment national non seulement de la population, dont on connaît la susceptibilité dans cette matière, mais aussi des sinistres crétins qui gravitent dans l'entourage de Franco. On se rend pourtant compte que, sans les forces marocaines et mussolinien, le grand « édifice national » fera vite partie des souvenirs sinistres, mais bien liquidés. C'est sur le terrain de ce mécontentement que va se jouer, dans un avenir plus ou moins lointain, la partie décisive entre Franco et ses comparses.

Les associés italo-allemands sont loin d'avoir partagé les zones d'influence et le butin du sous-sol espagnol.

Les généraux ambitieux trouveront auprès de l'un ou de l'autre camp, le soutien nécessaire. Les hommes de la City tâcheront de leur côté de remporter la dernière victoire. Le discours du général Yague contre les Italiens et la liquidation de Queipo de Llano ne sont que les petites manifestations de la grande décomposition dans le camp des fauteux.

Les antifascistes espagnols, malgré la politique criminelle des démocraties et la passivité de la classe ouvrière mondiale sont plus unis que jamais ; appuyés sur une arrière-garde décidée à tenir jusqu'au bout, ils auraient battu depuis longtemps les hordes fascistes si la politique de la non-intervention ne les avait privés de moyens de défense.

La classe ouvrière ibérique défend les conquêtes du 19 juillet qui sont loin d'être négligeables pour un commencement. Dans le camp franquiste le peuple aspire aux mêmes réalisations et se trouve en désaccord complet avec son « Caillou ».

Le proche avenir nous dira comment les « nationaux » se tireront de l'impassé où ils se jettent leur folie criminelle.

CH. R.

MÉGALOMANIE MUSSOLINIENNE

Le « duce » voudrait installer un prince italien sur le trône d'Espagne ! Mais il est un peu tôt pour vendre la peau de l'ours...

Malgré les revers militaires essuyés par les armées républiques, dues à l'énorme supériorité des armements fascistes, il apparaît bien que Franco n'arrivera jamais à s'imposer au peuple espagnol.

Cette conviction est partagée par les alliés avoués ou occultes de Franco lui-même.

Ce n'est un secret pour personne que les conservateurs anglais envisageraient comme solution média trice à la guerre d'Espagne une restauration monarchique. Ils ont même un postulant tout prêt en la personne de don Jaime, troisième fils d'Alfonso, et le moins dégénéré de sa progéniture.

A son tour le Duce tiendrait en réserve un candidat pour l'opposer au poulain de l'Angleterre.

Nous avons lu à ce propos, dans la presse belge, une bien curieuse information, qui mérite de retenir l'attention. Il s'agit du duc d'Aoste que Mussolini vient de mettre en vedette dans le nommant vice-roi d'Ethiopie. Ce duc d'Aoste est le petit-fils du roi Amédée qui régna sur les Espagnes de 1870 à 1873 d'où la première république espagnole le débarqua. Il est le fils d'un membre de la maison de Savoie, le prince Philippe, et par sa mère, Hélène de Bourbon, il se trouve apparenté à la dynastie des Bourbons de France, étant également petit-fils de Louis-Philippe.

Nos lecteurs nous excuseront de les promener dans ce labyrinthe dynastique qui n'a pour nous d'autre intérêt que celui de l'information.

Ce qui lui donne un certain crédit d'ailleurs, c'est qu'on prétend en outre que le récent voyage du général Milan Astray à Rome pourrait bien avoir eu pour but essentiel d'entreprendre des négociations préalables.

Il reste un petit obstacle à ces mirifiques conclusions. Evidemment, il est bien mince... Ce n'est que le peuple espagnol... Et les bourreaux de l'Espagne ouvrière se feront un peu trop de vendre la peau de l'ours.

Les difficultés terribles, les vicissitudes que connaissent actuellement les antifascistes espagnols n'ajoutent rien au prestige intérieur de Franco.

C'est qu'au-dessus du problème de régime politique, demeure entier le problème social, que les massacres systématiques, les horreurs guerrières, ne font qu'augmenter.

Quant à une restauration monarchique, Mussolini et consorts feront bien de se souvenir de l'équipe napoléonienne en Espagne qui marqua le début de la dislocation impériale. Malgré l'abdication de Bayonne, malgré l'introduction du roi Joseph son frère, le peuple espagnol rejeta la tutelle étrangère après une guerre qui partagea l'Espagne en deux pendant plusieurs années.

Nous avons confiance que le peuple espagnol tôt ou tard rejetttera Franco et tous les candidats à sa domination et à son exploitation, et qu'il finira par instaurer le régime d'égalité sociale et de liberté qui seule peut rendre la paix durable à l'Espagne.

DANS LES COLLECTIVITÉS DE CASTILLE

Le conseil technique administratif et statistique

Il fut constitué ainsi d'ailleurs que celui des autres régions au moment où fut créée la Fédération d'industrie si bien que son existence ne fut que nominale. En octobre 1937, il fut réorganisé et il entra dans sa période d'effectivité. Il compte en ce moment parmi les plus brillants.

Le Conseil contrôle l'économie des trente unités syndicales correspondantes au nombre de localités existant dans la région, et dix-huit de celles-ci sont constituées en collectivités grâce au travail des membres du Conseil.

La grande valeur du Conseil tient au point de vue de la compétence que de la justice) se traduit par l'existence de quelques collectivités, U. G. T. C. N. T. comme Meco, Los Altos de la Hermosa y Valdeaverón qui relèvent entièrement à l'Economie confédérée.

Le premier travail de ce Conseil fut de distribuer aux villages les plus nécessaires et qui montrent le plus d'enthousiasme pour le mouvement collectiviste, un demi-million de pesetas, partie en argent, partie en matières qu'ils reçoivent de la Régionale Paysanne, premier établissement de richesses résultant de dépôts de vastes collectivités...

Aujourd'hui le Syndicat de Corps et les collectivités de Orusco, Daganzo, Valdichica, Valdeaverón, Meco et Belvís s'enorgueillissent d'être en règle dans leurs comptes avec le Conseil, tandis que Camarasa, Coslada, Fuente el Poz, Ribayada, Alcalá, Agasir, Campo Leal, Cobeña et Torrejón amortissent peu à peu leurs dettes.

L'appellation de Conseil Technique suppose l'intervention de celui-ci dans la direction technique de l'industrie agricole sans toutefois altérer l'indépendance dont jouit chaque collectivité en tant qu'organisme. A cette fin, le technicien du Conseil est au service de l'économie régionale d'accord avec la Fédération nationale.

Exemple : l'an passé, parmi tous les villages de la région Meco fut le seul à semer des graines de terre et cette année selon les directeurs de la Régionale, il en sème 70.000 kilos. La semence est fournie par le Conseil qui recevra en paiement une égale quantité lors de la récolte. Furent distribués aux villages dans les mêmes conditions pour la semence 20.000 kilos de pois chiches d'origine espagnole, 9.000 kilos de haricots, etc.

En définitive la quantité d'hectares enseignement a augmenté et cela au moment où manque 70 % de la population travailleuse.

Le Conseil a fait porter cette année 200.000 kilos d'engrais.

L'élevage des animaux de basse-cour fait l'objet de soins particuliers.

Le Conseil centralise les opérations commerciales d'achat ou de vente.

La section de statistique sait à tout moment les produits dont on peut disposer dans la région, elle connaît ceux dont la région est dépourvu, ceux qu'il faut emmagasiner, ceux qui doivent être écoulés d'après les demandes des autres régions.

Il est remarquable de voir les trois compagnons du Conseil s'attaquer avec un égal honneur à tant de choses. Les populations sont saufisées. Les compagnons responsables vont chercher du vin de la Manche, parcourent les villages pour recueillir des statistiques et faire de l'organisation; ils interviennent dans le contrôle avec tact.

En résumé, le Conseil Economique de Alcalá de Henares voit loin et réalise bien.

FÉDÉRATION DES ANARCHISTES PORTUGAIS EXILES

Nous prions tous les camarades et les organisations anarchistes en général de prendre note que, donnant suite aux décisions du Congrès de cette Fédération qui eut lieu dernièrement à Barcelone, le Comité de Relations de ladite à son siège à Barcelone, Section Portugaise, via Durrueta, 30, où doit être adressée toute la correspondance.

LA DEVALUATION

La dévaluation est à la mode. Nous en avons subi quatre, en quelques années. L'Allemagne a payé aux nations victorieuses environ 40 milliards de marks-or : 725 milliards de francs actuels. On comprend les bouleversements de la monnaie ! Et aujourd'hui encore, le paiement de la dette de guerre et la préparation de la guerre prochaine, qui absorbent depuis de nombreuses années 75 pour cent du budget de l'Etat en France sont le principal facteur de la dévaluation monétaire (3).

Mais une autre raison de la dévaluation, celle que l'on fait surtout miroiter aux yeux des travailleurs, c'est l'aide, à l'exportation.

Certaines industries vivent de l'exportation. Leur prospérité et l'importance des capitaux qui affluent par elles vers chaque pays peut empêcher les liquidations en or, et, même, permettre d'en augmenter le stock. Au contraire, leurs mauvaises affaires font non seulement sortir le métal qui garantit la valeur de la monnaie, mais cause une perturbation économique qui répercute à l'intérieur.

Dans ce monde où chacun, individu, groupement capitaliste ou nation, c'est dans ce dernier cas l'œuvre consciente de l'Etat, cherche à s'enrichir aux dépens des autres, la lutte des monnaies est un facteur important. Je vais tâcher d'expliquer ce qu'elle signifie.

Supposons qu'une tonne de coton des Etats-Unis vaille quinze dollars, et que, pour simplifier les faits, le dollar vaille quinze francs. Cela ferait 225 francs la tonne de coton américain. Mais l'Egypte fournit la même fibre, ayant les mêmes qualités, à 100 francs. Les fabricants de tissus français achèteront du coton égyptien. Cette différence monétaire s'applique à d'autres produits, et les industries d'exportation des Etats-Unis voient diminuer leurs ventes à l'étranger, avec les conséquences internes que nous connaissons.

Le gouvernement américain décide alors de dévaluer la monnaie. Au lieu de payer un dollar 15 francs, nous la payerons 11 francs, et le coton nous reviendra à 165 francs la tonne. Il sera meilleur marché que celui d'Egypte. Les fabricants français achèteront donc du coton américain, et les autres produits de ce pays étant maintenant moins chers se vendront plus facilement.

C'est ce que fit Roosevelt en dévaluant le dollar de quarante pour cent, ce qui permet aux Etats-Unis, dont les exportations avaient diminué de 60 pour cent, d'obtenir en ce moment un superavit de cent millions de dollars par an, dans le seul domaine commercial.

La guerre est une des causes principales

QUELQUES RÉFLEXIONS TRÈS OPPORTUNES

Le marxisme et la disparition de l'Etat

par Camillo BERNERI

formules marxistes et à l'usage que leurs auteurs en faisaient, qu'elles répondent à des désirs réels.

L'affirmation de la mort de l'Etat est suffisamment liée à la conception marxiste de la nature et des origines de l'Etat, et elle en découle nécessairement d'une façon suffisante, pour lui attribuer un caractère absolument opportuniste.

Qu'est-ce que l'Etat pour Marx et Engels ? C'est un pouvoir politique créé pour la conservation des priviléges sociaux et de l'exploitation économique.

Dans la préface de la troisième édition de la « Guerre civile en France », de Marx, Engels écrit :

« Selon la philosophie (hégelienne) l'Etat est la réalisation de l'idée, ou mieux, en langage philosophique, le règne de Dieu sur la terre, la domination au sein de laquelle doivent se réaliser la vérité éternelle et l'éternelle justice. »

De là vient ce respect superstitionnel envers l'Etat et envers tout ce qui se rattache à l'Etat.

Respect qui s'installe d'autant plus facilement dans les esprits que depuis le berceau nous sommes accoutumés à imaginer que les affaires et les intérêts généraux de toute la société ne pourraient être dirigés autrement que par l'Etat et par ses subordonnés qui sont en place et en état de servir.

Et nous croyons avoir fait un progrès véritablement audacieux quand, ayant pu libérer de la croyance en la monarchie héritaire, nous avons placé notre confiance absolue dans la République démocratique.

Mais en réalité l'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression permettant à une classe d'en asservir une autre, aussi bien dans une république démocratique que dans une monarchie, et le moins que l'on puisse dire est que le prolétariat hérite d'un fléau, dans sa lutte pour atteindre sa domination de classe, fléau dont il devra se défaire à l'instar de la commune et dont dans la mesure du possible, il devra atténuer les effets les plus fâcheux, jusqu'au jour où une génération épaulée dans une société d'hommes libres et égaux, pourra se débarrasser de toute entrave de gouvernement. Marx (dans la « Misère de la philosophie »), dit que, lorsque l'abolition des classes sera réalisée, il n'y aura plus de pouvoir politique, véritablement politique car, précisément, celui-ci est l'expression officielle de l'antagonisme existant dans la société bourgeoise.

(à suivre).

A LA CITÉ PARADIS

Les miliciens peuvent crever de faim

Un de nos copains italiens, blessé en Espagne et toujours en traitement, s'était préoccupé la semaine passée pour toucher son indemnité. A son grand étonnement, on lui a déclaré qu'il était radié. On a même refusé de lui payer la semaine en cours. Notre camarade s'est indigné d'une mesure prise sans aucun préavis. Mais voici qui est plus fort : On a refusé de lui restituer ses papiers personnels, passeport, certificats, etc. Devant les protestations du copain, le préposé n'a trouvé que ces carolos maladroits : « Si cette mesure est prise, ne crois pas que c'est parce que tu as été tenu à la colonne Ascaso ! »

De telles méthodes expliquent trop bien les incidents qui ont déjà été provoqués par cette « officine »

La tragédie espagnole

Franco, grâce à l'appui indirect de Chamberlain, l'homme de la City, a reçu des armes et des renforts de ses amis Mussolini et Hitler. Celui lui permet de se livrer à une nouvelle offensive vers les riches plaines de Valence.

L'ignoble Chamberlain espère que « les Rouges » seront vaincus avant son « débarquement ». Il travaille pour la City. La bourgeoisie française, de son côté, met ses espoirs en lui. La presse de droite est répugnante, elle se réjouit du massacre des ouvriers espagnols qui se font tuer pour la cause du prolétariat international.

Sa joie est telle qu'elle prend souvent ses réves pour des réalités. C'est ainsi que l'organe fasciste « Paris-Midi », dans son numéro de mardi 14 juin, pouvait publier :

On évalue à 11.000 le nombre des habitants qui sont demeurés dans la cité. Leur enthousiasme dépasse celui auquel on assista lors de la conquête des grandes villes des côtes basques et Cantabrique.

Et le lendemain, dans le même « Paris-Midi », les 41.000 habitants enthousiastes se transformaient en 6.000 hommes qui, piégés par les obus et les bombes, « LUTTENT EN AVEUGLES JUSQU'AU DÉNIER ».

Peut-on se moquer d'une façon plus grossière des lecteurs ? Ceci devrait à tout jamais juger un tel journal !

Que nos bourgeois se rejoignent de la mort de nos camarades. Un jour, il y aura la revanche, et ce jour-là il y aura du sport pour les valets de presse.

HENRY POULAILLE

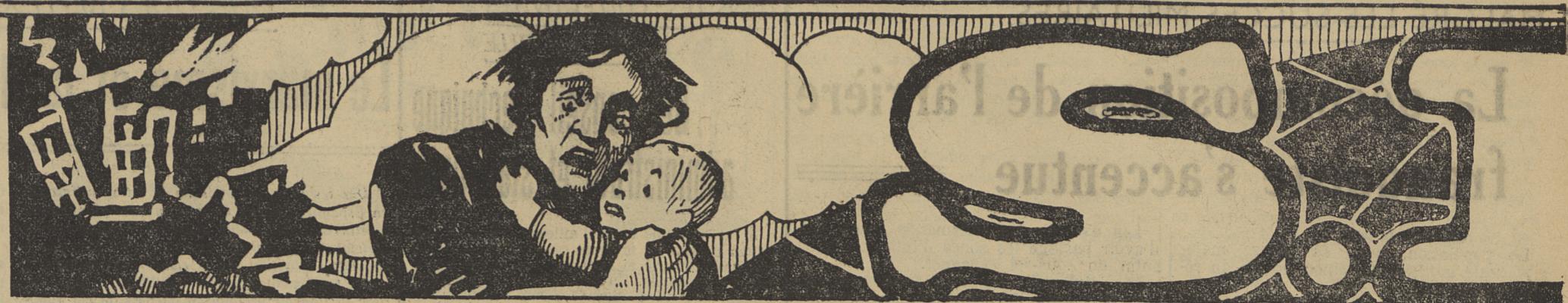
Les Damnés de la Terre

« Une épopee de la vie ouvrière »

Un fort volume : 18 fr.

En vente au « Libertaire »

Ce n'est pas encore cette fois que les antifascistes espagnols pourront se procurer des armes en France. Les banquiers anglais s'y opposent toujours.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II^e) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Fauchier 596-03

Avec nous, plus que jamais

La conduite abominable du gouvernement français envers les étrangers résidant en France nous a amené à réagir vigoureusement contre des mesures cruelles appliquées, au surplus, sans pitié.

Sans fanfaronnade, sachant ce que nous disons et sachant ce que nous ferons, nous affirmons que le décret-loi, qui enlève à ce pays sa dernière auréole, sera abrogé. Pas sans peine sans doute, peut-être pas avant de longs mois, mais il le sera. Nous en prenons l'engagement devant les camarades de langues étrangères qui en sont les pitoyables victimes.

Mais nous ne pouvons ni ne voulons que notre solidarité à l'égard des compagnons espagnols se relâche. Apport matériel et effort moral doivent, au contraire, augmenter au fur et à mesure que, là-bas, la souffrance est plus grande et que les besoins sont plus impérieux.

Nous entrons, au surplus, dans les mois d'été au cours desquels généralement la propagande se relâche.

Vous dire cela, camarades, c'est vous avouer en même temps notre embarras, nos soucis également.

G'est souligner que pour la S.I.A. il n'y a pas de vacances puisque la peine des hommes augmente au lieu de diminuer et que les blessures à panser sont innombrables.

C'est vous faire confiance afin que vous vous seriez plus éroitement autour de votre jeune organisation. Pour que vous lui donniez aujourd'hui plus qu'hier et demain plus qu'aujourd'hui les moyens de faire face aux appels au secours qui lui parviennent de tous côtés.

Souscription de la S.I.A.

SIXIÈME LISTE (MOIS DE MAI)

Roger Falte et Jeanne Henry, 20 fr.; Guindlaine, 10 fr.; J. Weiser, 8 fr.; Guermard, 30 fr.; Pinguet, 10 fr.; Caupain, 8 fr.; Liege, 38,75; Anonyme, 40 fr.; Mme Pineau, 10 fr.; L. Bieth, 40 fr.; Louis Ticar, 20 fr.; C. Wohl, 20 fr.; Comité Antifasciste Espagnol de Carpentras, 100 fr.; Femmes Espagnoles de Carpentras, 300 fr.; Stervinou, 10 fr.; Un groupe de soldats du 17^e, 50 fr.; Grumberg, 10 fr.; Voisin, 30 fr.; Quelques Syndicats du Havre, 10,80 fr.; H. Guérin, 30 fr.; Lafeuille, 10 fr.; Gielli, 20 fr.

Leriche, 10 fr.; Brégeot, 10 fr.; De Pierrot pour C., 50 fr.; P. Dumas, 3 fr.; Vanhecke, 20 fr.; R. Soulier, 10 fr.; Candela et ses amis, 80 fr.; Louis Cachon, 50 fr.; Louis Moreau, 30 fr.; Syndicat des Marins de Dunkerque, versé par Bassadier, 500 fr.; Prompt, 10 fr.; Illisible, 20 fr.; Bouvet, 10 fr.; Gossel, 10 fr.; J. Vela, 28,50; Produit de collectes et souscriptions organisées par Section des Métaux, Section Socialiste, Section S.I.A. de Concarneau (Loire-Inf.), versée par Grenier, 3112, 28 fr.; n° 3230, 113,50; n° 3228, 111 fr.; n° 3229, 97,05; liste n° 3219, v. par Gilard, 171,80; liste 2315, v. par Catel François, 30 fr.; liste 3200, v. par M. Jouot, 45,50; liste 692, v. par Arnold Lauro, 22 fr.; Listes (Section d'Alger), n° 2733, 112 fr.; n° 568, 47,40; n° 566, 25 fr.; liste 2099, v. par Coche A., 101 fr.; liste 1964, v. par Bacchini, 10 fr.; liste 789, v. par Lova, 140 fr.; liste 1782, v. par Lambert, 17 fr.; liste 3109 (Travailleurs Municipaux), v. par Bournez, 71,50; liste 2340, v. par Canioine Henri, 5 fr.; liste 2017, v. par Daron, 40 fr.; liste 2865, v. par Pichot Pierre, 37,50.

Liste n° 1792, versée par Bimenet Julian, 314 fr.; liste 1630, v. par Touchard, 45 fr.; liste 3107, v. par Touchard, 45 fr.; liste 2897, v. par Touchard, 45 fr.; liste 2433, v. par Borelli, 30 fr.; liste 1054, v. par Papillon, 9 fr.; liste 2857 (Rotavistes Petit Parisien), v. par Comeau, 70 fr.; liste 2553 (Rotavistes Petit Parisien du nuit), v. par Cambreleng, 133 fr.; liste 2862 (Rotavistes Petit Parisien du nuit), v. par Cambreleng, 110 fr.; liste 2387 (Rotavistes du nuit Petit Parisien), v. par Cambreleng, 134 fr.; liste 741, v. par G. Vitry, 40 fr.; liste 2399, v. par Dutheil, 40 fr.; liste 3105, v. par Rouzier, 55 fr.; liste 1273, v. par Rouvet, 73 fr.; liste 476, v. par Vaiss, 50 fr.; liste 239, v. par Robert Antoine, 90 fr.; liste 1984, v. par Séguin, 150 fr.

Liste n° 739, versée par Pottier Jean, 40 fr.; liste 2344, v. par Aufriau, 38 fr.; liste 2344, v. par Battledieu, 10 fr.; liste 1850, v. par Duval, 25 fr.; liste 2880, v. par Bragado, 110 fr.; liste 2225, v. par Trachsel, 83 fr.; liste 2064 (Panhard), v. par Razetti, 63 fr.; liste 3238 (Imprimerie Moderne de Montrouge), v. par M. Germain, 25 fr.; liste 747, v. par Letaintrurier, 3 fr.; liste 2290, v. par Vaveau, 2 fr.; liste 2289, 2 fr.; liste 1589, v. par Lova, 135 fr.; liste 800, v. par Godetroy, 55,50; liste 506, v. par Evin, 29,50; liste 831, v. par André Guny, 35 fr.; Comité Antifasciste de Carpentras, 100 fr.; Femmes Espagnoles de Carpentras, 500 fr.; liste 3077, v. par Muren, 20,20.

Liste n° 3283, versée par M. Jouot, 50 fr.; liste 2527, v. par Coche, 58 fr.; liste 2528, v. par Courtial, 60 fr.; liste 2530, v. par Poirier, 100 fr.; liste 2439, v. par René Colombe, 56,15; liste 3332, v. par Lova, 110 fr.; liste 694, v. par Paul Yves, 56 fr.; liste 2701 (Farman), v. par Pacaud, 116 fr.; liste 1327, v. par Jean Donzel, 184 fr.; liste 311, v. par Roussel, 90 fr.; liste 2159, v. par Le Marc, 10 fr.; liste 1805, v. par Platon, 344 fr.; liste 2997, v. par Richard, 20 fr.; liste 1123 (Imprimerie Moderne de Montrouge), v. par M. Germain, 26 fr.

Liste n° 2797 (Lavalette, Atelier 10), versée par Courtin, 67 fr.; liste 3266, v. par Prin, 122,50; liste 3181, v. par Labrunie, 85 fr.; liste 1751 (Farman), v. par Pacaud, 135 fr.; liste 2804, v. par Burdin, 200 fr.; liste 2803, v. par Burdin, 103 fr.; liste 2802, v. par Burdin, 73 fr.; listes (A.O.I.P.), v. par Grenier, 37,26; 107 fr.; n° 3277, 129,40; n° 3278, 116 fr.; n° 3279, 135,50; n° 3177, v. par Cabry-Quienson, 185 fr.; liste 3179, v. par Blinot, 21 fr.; liste 210, v. par Granados, 45 fr.; liste 1963, v. par Manfredi, 36 fr.; Collecte v. par Marfany, 49,15; liste 1083, v. par J. Dhesse, 30 fr.; liste 923, v. par Gilard, 217,25.

Liste n° 2466 (Gnome et Rhône-Kellermann), versée par Lainé, 110 fr.; liste 1890, v. par Malherbe, 49 fr.; Rulté, 14 fr.; (Section Chausson, Meudon), v. par Guy, 155 fr.; bénéfice tombola (Section du 20^e), 157,70; Collecte à l'été du 1^{er} mai à la Seyne (Var), v. par Janier, 75 fr.; Section Aimargues (Gard), 435 fr.; M. Houel, 75 fr.; Sommes versées par Section de Nice; collecte fête du 6-23-38, 500 fr.; collecte fête du 8-4, 1,000 fr.; collecte Meeting du 12-5-38, 550 fr.; Saint-Biago A., 20 fr.; S. à Grasse, 150 fr.; Frisic, 20 fr.; Mme Pineau, 10 fr.; Solidarité (Fontenay-s.-Bois), 50 fr.; Section de Lille, bénéfice, 500 fr.; Candoni, 103,35; Fête Alfortville, v. par Ch. Guérin, 705 fr.

Liste n° 1664, versée par Gaudy, 5 fr.; liste 3078 (Panhard), v. par Razetti, 42 fr.; Caupain à Liège, 25,30; Section de Crétel, 20 fr.; M. et A. Guimarel, 100 fr.; Pelletre, 50 fr.; G. Fassot, 30 fr.; Rosette Augier, 10 fr.; Aupelt, 20 fr.; liste 1481, v. par Achér, 10 fr.; Navizet, 100 fr.; liste 3180 (Amis du Front Populaire de Fricourt (Somme)), v. par Parcheval, 126 fr.; Total de cette liste : 46,066 fr., 90.

Total des cmq listes précédentes : 241,123 fr., 85.

Total général : 287,212,75.

LIRE :

En 7^e page : les communications de la S.I.A.

Notre campagne pour le droit

Entre nous... et avec franchise

Notre meeting de vendredi a été un succès. Aucune place libre dans cette vaste salle et de nombreux auditeurs resteront debout faute de trouver un siège disponible. Il paraît que nous avons lieu d'être satisfaits ; qu'à cette époque de grosses chaleurs, alors que de grands partis ont du mal à réunir un auditoire beaucoup moins, c'est une réussite.

C'est une réussite si l'on veut. Ce n'est pas cinq mille personnes que nos appels auraient dû attirer au Palais de la Mutualité, en une pareille circonstance, mais dix mille au moins. La foule aurait dû déborder dans les rues avoisinantes.

C'est comme cela, oui, que nous nous imaginons l'agitation ; c'est comme cela que nous avons espéré débuter publiquement sur la question du droit d'asile ; c'est comme cela, d'ailleurs, que l'on sauve un droit en péril.

Nous avions vendredi un public mélangé, très au-dessus des tendances, un public S.I.A. pour tout dire. Mais vous, lecteurs de cette page, vous étiez loin de nous présents à ce meeting, et c'est ce que nous vous reprochons. Nous ne faisons pas des campagnes comme celle-là pour notre plaisir. Et ce n'est pas pour vous embêter que nous vous demandons quelques-uns de faire de nous. Nous protestons donc contre un laisser-aller regrettable dont vous pourriez un jour vous-mêmes patir, hé ! les absents de l'autre soir.

Ceci dit, donnons le compte rendu du meeting qui, malgré tout, fut très beau... et très profitable à la cause qui y fut défendue.

CAPOCCI

Notre devoir et notre loi considéreront à défendre demain toutes les libertés, pour tous les hommes

Capocci, qui préside, assisté de Bard (Fédération des Mineurs), de Piémont (Fédération des Ports et Docks), apporte d'abord quelques considérations sur le but de la réunion. Les gens « honnêtes », dit-il, veulent expurger la France des étrangers en général, des étrangers révolutionnaires en particulier. Ils savent pourtant que ce sont les agents de Hitler et de Mussolini qui constituent un danger, qui cherchent à semer le désordre. On ne sait pas maintenir l'ordre contre ceux-là, mais on s'attaque à ceux qui veulent un monde meilleur. Le gouvernement n'avait pas le droit de faire cela. Il avait le devoir d'expulser ceux qui veulent amener le fascisme ici. Mais nous n'avons cependant jamais demandé l'expulsion de personne. Notre devoir et notre loi considéreront à défendre demain toutes les libertés, pour tous les hommes.

CAPORALI

Les vrais indésirables sont couverts par l'immunité diplomatique. Ils sont consuls, vice-consuls, personages officiels d'autres pays

J'ai accepté de venir parler à ce meeting, parce que c'est mon devoir d'émerger. On combat en France des étrangers, mais ce ne sont pas les vrais indésirables. Les vrais indésirables sont couverts par l'immunité diplomatique. Ils sont consuls, vice-consuls, personages officiels d'autres pays. Même les voleurs et les mauvais garçons ne sont pas considérés indésirables, parce qu'on trouve chez eux des indicateurs. Les réfugiés politiques, eux, ne font pas des indicateurs. On les poursuit sévèrement et on leur inflige des peines sévères.

Pendant quinze ans, des vagues de répression se sont succédé contre les nôtres. En 1924, en 1926, en 1927, en 1934, sous des motifs différents, même lorsque, comme ce fut le cas dans cette dernière année, le prétexte était un attentat politique organisé par le fascisme officiel d'Italie. Ce sont toujours les ouvriers qui ont payé, et l'offensive de la presse réactionnaire a invariablement précédé ces répressions.

Nous espérons que le projet de loi présenté en 1936 par Marius Moutet, pourrait améliorer et stabiliser la situation des étrangers, mais, après quelques mois d'attente, la campagne a repris. Les expulsions ont augmenté après les attentats fascistes comme celui de l'Etoile. On savait pourtant que ceux auxquels on s'attaquait n'en étaient pas les auteurs.

Un grand nombre de ceux qui sont allés lutter et mourir en combattant le fascisme en Espagne, pour la liberté de tous les peuples, étaient des expulsés de France.

Le problème des expulsions est déjà vieux, et il devrait intéresser tous les partis, toutes les organisations qui se réclament du progrès et de la liberté. Les résolutions des Congrès et les serments de mains en guise de solidarité sont insuffisants. Il faut obtenir le respect de ceux qui sont venus chercher un refuge contre les persécutions du fascisme.

Pour la première fois, une loi s'occupe de fixer le sort des étrangers, et elle le fait de telle façon qu'elle l'aggrave. Elle tue le droit d'asile que l'Eglise même a respecté.

Caporali cite plusieurs cas individuels de persécutions provoquées par le décret-loi, et demande que tous les efforts soient faits pour que cela cesse définitivement. Ce n'est pas seulement, pour nous, dit-il, en

mitié de la classe ouvrière. A force de ténuité, nous y parviendrons.

Nous ferons l'impossible pour que le décret contre les étrangers soit abrogé. Nous ferons l'impossible pour empêcher la guerre et faire triompher, avec la paix, la solidarité humaine.

Marceau PIVERT

Des persécutions comme celles que nous dénonçons ne peuvent avoir lieu que parce que l'on prépare la guerre et le fascisme.

Marceau Pivert, qui a tenu à venir malgré les blessures que lui a causées l'accident dont il a été victime, s'excuse de ne pouvoir faire qu'une simple déclaration.

Mais j'ouvre, dit-il, ma solidarité avec ce magnifique meeting, et avec les camarades des combattants des autres pays.

Si nous ne savons pas les défendre, nous serons demain victimes des mêmes procédures. La menace n'est pas pour les Russes blancs, les fascistes qui ont en poche des papiers et savent être en règle avec les autorités, mais pour les pauvres braves, défenseurs de la liberté et qui, poursuivis par les Etats totalitaires, frappent à notre porte.

Marceau Pivert cite le cas d'un combattant espagnol qui fut blessé au front, qui vint en France ensuite, et qui a été récemment expulsé. Quand les anarchistes et les autres bons révolutionnaires combattaient les fascistes pour réinstaller au pouvoir les républicains et les démocrates, on les applaudit, dit-il, mais après, il faut juste si on ne les reconduits pas chez Franco.

Des persécutions comme celles que nous dénonçons, un fait comme le décret-loi contre les étrangers, ne peuvent avoir lieu que parce que l'on prépare la guerre et le fascisme. Nous le voyons par les slogans tels que « La France aux Français » qui sont mis à la mode. Si nous ne savons pas protéger nos frères de classe de langue étrangère, la servitude et la guerre nous attendent.

Les hommes qui sont au gouvernement sont les mandataires du peuple et ils doivent faire la politique que veut le peuple de ce pays. Exigeons-le.

Mais en même temps que nous faisons pression sur le gouvernement, il faut que l'effort autonome de la classe ouvrière affirme de plus en plus. Je fais une proposition aux organisateurs de ce meeting afin d'obtenir des résultats pratiques : c'est d'établir la liste des réfugiés politiques révolutionnaires et de les défendre en les prenant tout particulièrement sous notre protection.

Les gouvernements d'aujourd'hui sont des mandataires du peuple et ils doivent faire la politique que veut le peuple de ce pays. Exigeons-le.

Et je dis que vous tous, hommes de gauche, qui n'avez pas oublié l'internationalisme, quelles que soient vos tendances, vous êtes assez nombreux et assez forts pour le faire, pour relever le drapeau de l'internationalisme de la classe ouvrière, et pour vaincre !

Vous devez le faire !

Henry TORRES

Il est logique qu'un gouvernement de droite fasse cela. Mais il est imbécile et monstreux que ce soit l'œuvre d'un gouvernement de gauche.

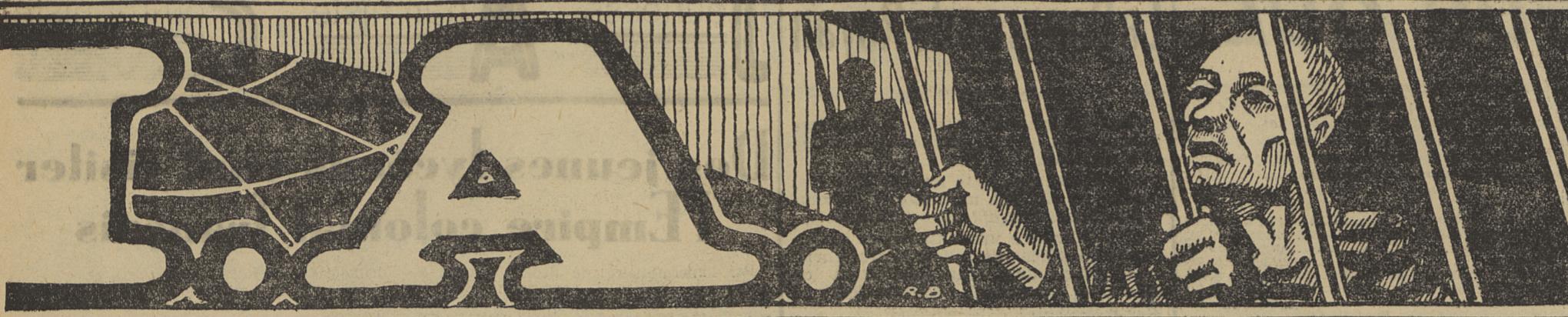
Dépendant des idées et non des partis, je ne suis ici qu'en nom mon personnel, et je veux vous dire que j'incarne la cause que vous défendez dans le nom de celui que j'appelle « notre cher petit Bonomini ».

Je me rappelle son magnifique courage à la Cour d'assises. Ses premières paroles furent : « Je suis anarchiste libertaire et je ne crois pas à la justice bourgeoisie ». J'ai trop appris à apprécier la sincérité des hommes pour ne pas rendre hommage à ce courage-là.

Piôch était venu parler en sa faveur, et



Un aspect du Meeting, avec Marceau Pivert et Henri Torres.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11^e) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

En el momento en que se anuncia la toma de Castellón, Chamberlain envia una leve queja a Franco. Lo suficiente para dejarlo seguir hasta Valencia.

d'asile n'est qu'à ses débuts

ensuite un homme dont la finesse d'esprit, la culture méritent notre admiration. Cet homme vint rappeler que, quelques mois auparavant, Mussolini, dans lequel la bourgeoisie française voyait un allié, avait proclamé « qu'il fallait marcher sur le cadavre pourri de la déesse liberté » ; ce témoin affirmait que le fascisme avait été une société par actions pour acheter un chien de garde contre la classe ouvrière.

Il s'appelait Léon Blum.

Après avoir cité la lettre envoyée par Bonomini au *Libertaire*, et rendu hommage aux sentiments qui l'inspire, Henry Torrès poursuit :

« Je ne fais pas de politique, mais je dis que nous devons nous organiser contre ce crime envers la tradition de la France. C'est une monstrueuse abjection, plus encore quand ceux qui la commettent sont les héritiers des élections de 1936, qui furent saluées comme l'espoir de la démocratie.

Il est logique qu'un gouvernement de droite fasse cela. Mais il est imbécile et monstrueux que ce soit l'œuvre d'un gouvernement de gauche.

Il serait incompréhensible que Bonomini, que Blum a défendu, soit condamné par un cabinet que Blum appelle. Nous ne pouvons pas accepter des textes de proscription. Les hommes de gauche doivent se dresser contre eux. Nous devons exiger que les étrangers en danger soient entendus, non par des fonctionnaires de la police, mais par des hommes qui sauront juger la valeur des accusations, et écouter les avocats qui défendent le droit de ceux que l'on voudra expulser.

Mon concours sous toutes ses formes vous est acquis pour mener cette bataille. Il faut la continuer jusqu'à l'obtention du vrai statut des étrangers, car ce que nous avons maintenant c'est un faux statut, et cela est encore pire que de ne pas en avoir, car il livre les réfugiés à l'arbitraire des gouvernements.

Il est malheureux de constater que, pour défendre la liberté et les principes d'humanité, il a fallu livrer souvent des batailles, même contre les gauches parlementaires. C'est ce qui s'est passé pour arracher des amnisties dérisoires. Nous n'avons pas encore d'amnistie, quoiqu'on l'ait accordée dans les autres pays. Une telle majorité donne ainsi la mesure de sa démocratie.

Je réclame la défense des étrangers, je réclame le statut des étrangers et je réclame l'amnistie.

Puis l'orateur lit une lettre où l'écrivain catholique François Mauriac défend le droit d'asile, et Torrès s'écrit : « Cette lettre est pour vous, Cachin ; pour vous, Blum ; pour vous, Herriot ! »

MORO-GIAFFERI

Le proteste contre la légalité barbare qui veut bannir le droit d'asile.

J'ai été, dit Moro-Giafferi, sur le point de ne pouvoir venir. Mais deux raisons m'ont enfin décidé. D'abord, parce que Belgique, la maison de Victor Hugo, qui

avais donné ma parole. Ensuite, parce que le fait que mon nom ait figuré sur l'affiche annonçant ce meeting m'a fait recevoir un grand nombre de lettres anonymes dans lesquelles on m'adressait des injures et des menaces. On m'y disait aussi que je me déshonorerais à jamais si j'allais « parmi ces gens ». Et « ces gens » c'était vous.

Il y a donc encore des personnes qui s'imaginent que de tels procédés peuvent arrêter un homme. Pour moi, ils ne peuvent que me pousser davantage à faire mon devoir.

Je n'ai pas d'autre opinion politique que celle de la formule aujourd'hui menacée du Front populaire. J'espère donc qu'on me saura gré de maintenir mon opinion.

Le but de ce meeting est une protestation et un vœu auxquels je soucris franchement. Je proteste contre la légalité barbare qui veut bannir le droit d'asile.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri des errements d'une Administration indifférente, et hors des atteintes d'une police à qui ne peut être laissé le soin de se prononcer sur le sort à réservé aux étrangers entrant en France ou y résidant.

Les auditeurs de la Mutualité demandent pour les étrangers un statut qui mette ceux-ci à l'abri

SAVEZ-VOUS QUE...

**LES REFORMES SOCIALES N'ONT PAS
EMPECHÉ LES BENEFICES
CAPITALISTES DE S'ACCROITRE**

Les capitalistes français n'ont cessé de déclarer que les réformes sociales, en premier lieu la semaine de quarante heures, annulent, ou, tout au moins restreignent grandement leurs profits. Leurs assertions bénéficient d'un soutien appréciable par le milieu gouvernemental. Le président du Conseil lui-même, dans un de ses discours, parlant de la situation économique française, venait à regretter la disparition du profit capitaliste dans notre pays.

Jusqu'à quel point de semblables affirmations peuvent-elles être soutenues? Les exemples ci-dessous permettent d'en juger. Il s'agit des bénéfices nets (dans diminution des sommes consacrées aux réserves, amortissements...) annoncés, en milliers de francs, par d'importantes sociétés, pour les années 1936 et 1937.

Citons, dans l'industrie houillère :

KUHLMANN, parlait ces temps derniers, à l'assemblée des actionnaires, d'une crise des industries chimiques, due à la loi des quarante heures. Cette crise n'apparaît guère à la lecture des bénéfices annoncés pour la branche industrielle considérée :

	1936	1937
Michelin et Cie	10.415	31.597
Etablissements Kuhlmann	28.794	34.915
Saint-Gobain	27.224	39.645
Pechiney	27.919	35.760
Générale des Huiles de Pétrole	33.163	16.844
Général-Petross	16.022	11.218
Pechelbronn	2.867	6.237
Matières Colorantes et Produits Chimiques de Saint-Denis	9.686	10.301
Explosifs et Produits Chimiques	6.909	7.634
Nobis française	9.699	2.195
Ripolin	11.254	8.542

Les bénéfices de la société RHONE-POULENC sont en forte augmentation. Passons aux sociétés productrices d'électricité et de gaz :

	1936	1937
Forces Motrices de la Traversée	21.318	20.347
Générale d'Électricité	23.416	23.544
Edelraze, Chaffy, et Force Motrice	23.986	28.662
Forces Motrices de la Vienne	8.139	10.439
Partie de Distrib. d'Électricité	70.664	70.778
Distribution d'Électricité de l'Ouest	7.586	9.038
Gaz et Électricité de Marseille	1.393	2.452
Quimper	15.937	19.967
Lorraine d'Électricité	12.110	13.142
Énergie Électrique du Nord	32.342	39.645

Les indications qui suivent sont relatives à différentes industries :

	1936	1937
L'Industrie textile	6.551	7.769
S.C. (S. A.)	12.411	12.629
Ciments du Boulonnais	1.710	2.159
Établ. Victor Weibel	2.444	5.105
Capitaine Saint-André	3.900	5.161
Librairie Quinet	1.578	1.733
Fonderie-Transports	196	567

Les bénéfices des ETABLISSEMENTS PERNON, importants en 1936, sont, en 1937, de même ordre : environ 57 millions.

Terminons par les profits de plusieurs banques :

	1936	1937
Union Paristane	7.810	10.645
Banque Transatlantique	3.259	6.334
Union des Mines	3.352	5.262

Le dividende du COMPTOIR NATIONAL DES COMPTES a été relevé de 40 à 50 fr.

Tous ces chiffres, considérés dans leur ensemble, montrent bien la manœuvre des patrons français qui tend, entre autres, à fragir dans l'opinion publique l'idée d'une nécessaire suppression de la semaine de quatre heures. Celle-ci n'a, en tout cas, point empêché les bénéfices de s'accroître!

En perte en 1936, l'ALSTHOM a réalisé 7.513.000 francs de bénéfices nets en 1937. Aux actions des ETABLISSEMENTS DE CAUVILLE furent servis 12.50 o/o en 1937, au lieu de 7.50 o/o en 1936.

M. R.-P. Duchemin, président du conseil d'administration des ETABLISSEMENTS

Le Congrès de Royan

(Suite de la 1^{re} page)

Ainsi se trouvait résolu le problème fondamental de la production et de la consommation.

L'article 3, sous cette formule simple et précise : « Entente nationale et internationale des Travailleurs », affirme :

a) le caractère international du Socialisme et les liens de solidarité fraternelle qui devaient unir, sans distinction de race ni de nationalité, les Travailleurs de tout le Pays ;

b) le refus catégorique que les Travailleurs de partout s'engagèrent à opposer à toute guerre ;

c) la proclamation et la mise en pratique de cette devise bien connue : « L'émancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs EUX-MÊMES. »

Tel était, à cette époque déjà lointaine, le programme du Socialisme.

Il n'est pas superflu de le rappeler ici, tant pour le faire connaître aux Jeunes qui, en raison même de leur âge, pourraient ne le point connaître et ne savoir du véritable socialisme d'hier que ce qui en est aujourd'hui la caricature ou la négation, que pour apporter à ceux qui osent encore se prétendre les dépositaires de la pure doctrine et les continuatrices du travail de propagande et d'action entreprise par leurs prédeceesseurs, la preuve qu'ils se trompent ou qu'ils mentent.

Vers la fin du siècle dernier, divers étaient les groupements et organisations qui se réclamaient du socialisme. Il y avait les Blanquistes, les Broussistes, les Allemanistes, les Guesdistes, d'autres encore. Mais, divisées et se différenciant presque uniquement sur le terrain tactique, toutes ces variétés de socialistes acceptaient, à quelques menuts détails près, les trois articles fondamentaux du Programme que je viens de rappeler.

En 1905 — 33 ans déjà ! Ah ! Que le temps passe vite ! — l'Unité se fit et, rassemblés au sein d'une seule et vaste organisation, tous ces groupes constituent le Parti socialiste : la SFIO.

Par suite de quelques circonstances et dans quelques conditions le Parti socialiste uni fut conduit à s'éloigner peu à peu du programme spécifiquement socialiste ; pourquoi et comment la SFIO en est arrivée à abandonner pratiquement l'action révolutionnaire et à consacrer le principal de son activité à la lutte électorale et le meilleur de son effort à la conquête du Pouvoir ; pourquoi et comment cette conquête du Pouvoir par ses propres forces se faisant trop attendre, elle est entrée, avec armes et bagages dans le Rassemblement Populaire ; comment et pourquoi, les élections de 1936 lui ayant été particulièrement favorables, elle a réclamé et obtenu le droit d'exercer le Pouvoir, faute de l'avoir conquis ; ce qu'il est advenu de cet exercice du Pouvoir, au nom et pour le compte d'une sorte de « monstre politique » difficile et impuissant...

Tout cela demande à être dit et expliqué sérieusement et clairement.

J'estime qu'il n'est pas mauvais que le lecteur s'en tienne aujourd'hui à ce qu'il vient de lire et qu'il prenne le temps de s'en bien pénétrer.

Faisons la pause. Nous pouvons bien nous l'accorder, nous aussi. Elle ne sera pas longue.

(A suivre) SEBASTIEN FAURE.

Le Front révolutionnaire s'impose

(Suite de la 1^{re} page)

La gauche révolutionnaire, en se transformant en un nouveau parti, entend pour suivre la tradition, — non pas de la sociale démocratie, car sur ce point la SFIO, est dans la tradition, — mais du socialisme révolutionnaire, basé sur la lutte de classe et l'internationalisme prolétarien.

Un point faible dans ce premier appui du nouveau parti. Si les raisons qui ont amené les militants à quitter le parti socialiste y sont largement développées, par contre ce qui devra constituer la partie constructive du programme y est peu commenté. Quel sera l'avenir de ce nouveau parti ? Nous ne tarderons pas à le savoir. Mais si ces militants veulent conquérir les ouvriers qui suivent le parti socialiste et le parti communiste, et surtout s'ils ne veulent pas aboutir à ce qui résulte de l'union des deux partis marxistes, ils se devront de tenir compte des leçons du passé.

Les mêmes causes amènent les mêmes effets. Considérez que la sociale démocratie et le bolchevisme ont abouti à l'abdication du pouvoir, à ce néo-nationalisme de mauvais aloi qui est leur, simplement à cause de la malhonnêteté des hommes qui les dirigent, est une profonde erreur.

La faillite de ces partis marxistes était inévitable, leur conception centraliste, la négation de la capacité politique du prolétariat et du principe même de l'égalité économique devaient faire naître une classe supérieure, une « aristocratie » dont l'intérêt cesse d'être celui des masses. La conception de Marx n'est pas la doctrine du prolétariat, mais bien celle de l'aristocratie ouvrière, qui n'ose encore s'affirmer en tant que classe, mais qui, en semant dans la classe ouvrière le concept d'inégalité vis-à-vis des élites, se prépare à escroquer aux travailleurs les bénéfices de leur lutte.

En affirmant cette différence doctrinale qui nous sépare, il n'est pas dans notre intérêt d'engager une controverse avec ce nouveau parti au contraire, nous l'avons affirmé à différentes reprises les bonnes relations qui s'étaient établies entre Marceau Pivert, ses amis et nous lorsqu'ils étaient au sein de la SFIO. Se continuent et même se resserrent maintenant les points n'y sont plus.

Notre plus ardent désir est que le Front Révolutionnaire qui avait été ébauché et que certaines situations de partis avaient rendu difficile se réalise.

Devant le recul opéré par la faillite du Front populaire dans les masses ouvrières, et devenir le ralliement de toutes les forces saines du prolétariat.

RENE FREMONT.

(1) J'insiste sur le fait que la crise économique est provoquée par l'impossibilité d'écouler des produits obtenus par l'agriculture ou l'industrie. Contrairement à ce que disait Marx, les crises ne sont pas d'origine capitaliste et industrielle. Elles remontent à l'époque romaine. (V. Toulon, l'Economie dans le monde antique) dans les temps modernes, elles remontent à 1783, en Angleterre (Menton Boulanian, Les crises). Leurs causes sont le plus souvent économiques, mais les faits politiques (guerres napoléoniennes par exemple) y jouent aussi un rôle.

(2) Je ne compte pas le roublard dont la chute fut surtout due à la révolution.

(3) Les dépenses et les pertes de guerre du XX^e siècle et du commencement du XX^e, jusqu'en 1914, étaient évaluées de 165.071.000.000 de francs-or, c'est-à-dire 2 milliards 063.837.500.000 francs actuels. On conçoit la répercussion de tels faits sur les finances des nations. Ajoutons que les pertes humaines furent de 58.000.000 d'êtres.

(4) Où si la puissance financière mondiale des pays qui la pratiquent est tellement supérieure aux autres, que la monnaie dispose d'un grand nombre de moyens pour s'imposer. C'est le cas de la livre sterling et du dollar.

Jeunesse A anarchiste C communiste

Des jeunes lycéens vont visiter l'Empire colonial français

Par l'intermédiaire de Radio-Cité nous apprenons la création de bourses spéciales pour les lauréats du Concours Général. Les jeunes gens de 17 à 20 ans qui se seront surclassés dans les épreuves de cette année, bénéficieront d'un voyage dans une des colonies de l'Empire français.

haine des coloniaux pour leurs maîtres.

Ces chefs ou maîtres de domaines n'auront pas honnêtement le droit de trouver singulière la rébellion de tous les opprimés, mais c'est le propre de la classe à laquelle ils appartiennent : être malheureux.

P. SERVANT.

POUR PREPARER LA REVOLUTION

La jeunesse, semble-t-il a beaucoup évolué, elle est devenue plus indépendante, accepte moins la tutelle familiale qui se révélait dans bien des cas injuste.

Il est vrai que les jeunes cédent de moins à une espèce de résignation cravive, les Jeunes révolutionnaires ont encore beaucoup à faire pour que tous, jeunes et vieux, hommes et femmes se sentent égaux.

Pour supprimer cette mainmise constante de la société actuelle sur les énergies naissantes se traduisant par le service militaire, infériorité de salaires, les préjugés à détruire sont encore nombreux.

Si nous sommes prêts à la lutte quotidienne pour améliorer notre sort et celui de nos semblables, il existe beaucoup d'autres jeunes qui approuvent nos buts n'en sont pas moins inactifs, ils n'avaient que rarement de faibles protestations en laissant à d'autres le soin de lutter.

A tous ces jeunes qui manquent de conscience de classe, nous devons rappeler qu'ils sont les principaux exploités et que leur réussite, leur force ne doivent pas être au service des maîtres qui les trompent.

Il nous faut devoirs à remplir vis-à-vis de l'ordre établi. Ceci ne les conduit qu'à l'acceptation d'une guerre impérialiste dont les intérêts leur sont tout à fait contraires.

Leur mort ne peut servir qu'à réduire les chances d'un avenir meilleur.

Leur place est avec nous. Notre tâche est de développer partout notre idéal libertaire. Pour cela nous devons être nombreux et surtout actifs, il nous suffit pas de seuls sympathisants mais des militants qui sauront prendre sur leurs heures de loisirs, le temps nécessaire à une tâche pratique de propagande.

Il est certes difficile de faire renoncer des jeunes à une partie de plaisir : ce n'est pas uniquement au camping, au bal ou au cinéma que l'on prépare les effluves d'une révolution, révolution proche, au cours de laquelle nombreux seront nos camarades qui maintenant insouciants, se réveilleront pleins d'une ardeur non née.

Il leur aura fallu le crépitement des balles et la mort de leurs meilleurs camarades pour prendre place dans la lutte. Ils regretteront alors tardivement de ne pas s'être préparés plus tôt à aider leurs camarades militaires.

La jeunesse ouvrière ne doit pas croire à un meilleur ou à un avenir assuré sans se préparer au combat révolutionnaire qui doit la libérer complètement.

J. GONOT.

C. A. DE LA J. A. C.

La vie de l'Union Anarchiste

COMMISSION ADMINISTRATIVE
REUNION LUNDI 4 JUILLET A 20 H. 30
AU SIEGE DU « LIBERTAIRE »

FEDERATION PARISIENNE. REUNION DE LA COMMISSION DE PROPAGANDE,
LUNDI 20 JUIN, A 21 HEURES AU « LIBERTAIRE ». TOUS LES SECRETAIRES
DE SECTEUR DOIVENT ETRE PRESENTS.

Les camarades desirant de militier à l'Union Anarchiste et à la J.A.C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-19^e, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U.A. dans les localités suivantes :

REGION PARISIENNE

III^e et IV^e, V^e et VI^e, IX^e et X^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e et Boulogne-Billancourt, XVII^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e.

Aix-en-Provence, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Argenteuil, Aubervilliers, Bagnolet, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Canton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Clichy, Colombes, Courbevoie, La Garenne, Ermont, La Ferté-sous-Jouarre, La Courneuve, Les Lilas,

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, l'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montereau, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Ponteille, Le Pré-Saint-Gervais,

Rueil-Ville, Saint-Ouen, Savigny-sur-Orge, Stains, Suresnes, Valenton, Vanves, Montrouge, Malakoff, Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis, Villeneuve-Saint-Georges, Viry-Châtillon, Vitry.

PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Coueron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Fons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Toulouse, Thiers.

Toulouse, Alès, Lyon Montplaisir, Lyon-Vaise, Graponne, Mauveuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand'Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbes, Nîmes.

Thonon les Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréjus, Chaumont, Toulon, Saint-Gilles.

GROUPES J. A. C.

REGION PARISIENNE

I^e et II^e, III^e et IV^e, XI^e et XII^e, XIII^e, XV^e, XVI^e, XVII^e, XIX^e, XX^e.

Aulnay-sous-Bois, Bagneux, Bagnolet, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers, Les Lilas.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montrouge, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

PARIS-BANLIEUE

CHOISY-LE-ROI

Les groupes de Choisy-le-Roi, Orly, Thiais, Villeneuve-le-Roi, ayant monté un stand à Livry-Gargan avec un flacon de verre sympathisant, remercient les camarades qui ont acheté

les cigognes aux couleurs de l'U.A. Sur le bénéfice réalisé, une somme de 50 fr. est versée au « Lib ».

Nous remercions tout spécialement les camarades Forestier, Chaussée et leurs compagnes pour le bon travail réussi. — Les groupes.

STAINS

Fanatisme imbécile

Les partisans de la main tendue aux curés perdent totalement le sens de la raison.

Non contents de déchirer ou de recouvrir les affiches de l'U.A. ou de S.I.A. ils poussent leur fanatisme religieux jusqu'à saboter une œuvre syndicale.

La caisse d'assurances sociales « Le Travail » créée par la C.G.T. est une œuvre d'intérêt social pour les travailleurs assujettis à la loi des A.S.

Cette année étant de celles où il est permis de changer de cause à tous les assurés qui le désirent, la section locale de la caisse « Le Travail » avait apposé des affiches invitant les intéressés à une assemblée devant se tenir au gymnase municipal.

Quelle ne fut pas notre surprise de constater que certaines de nos affiches avaient été déchirées et d'autres recouvertes par des affiches des bolchevistes conduis à ces jeunes gens à la folie.

Triste avenir ! François Rose.

SURVILLIERS

Environ cinquante personnes ont répondu à l'appel du groupe de Survilliers, en assistant à la réunion du 9 juin, salle Pichaud.

Malgré l'absence de notre camarade Patorni, retenu à Paris au dernier moment, une partie du sujet : « La guerre à nos portes » fut développée par le camarade Joanny, du groupe de Goussainville.

Le maire communiste de Survilliers est venu appeler la contradiction.

De peur que les anarchistes deviennent sympathiques à ses suivreurs, il nous débita son chapelet de mensonges et calomnies, nous accusant de faire le jeu du fascisme, de diviser la classe ouvrière ; il tenta de nous opposer nos camarades d'Espagne, les présentant comme des hommes réalisés et concrets dans la mesure où ils abandonnaient leurs principes anarchistes, voulant nous faire croire qu'il y avait de bons et de mauvais anarchistes, et que, bien entendu, les mauvais se trouvent en France.

Notre camarade Joanny mit les choses au point en présentant la collaboration des anarchistes espagnols avec les autres secteurs anti-fascistes comme étant temporaire, dans le but de vaincre le fascisme, n'abandonnant pas pour cela les finalités révolutionnaires de l'anarchisme.

En résumé, bonne propagande pour les idées anarchistes ; nous recommanderons. — L. groupe.

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Une réunion sur la retraite des vieux

Le 7 juin, le député Benoît organisait une réunion pour les vieux, dans l'intention de leur exposer la position du P.C. sur la question de la retraite.

Notre vieux camarade Thurian, âgé de 82 ans, lui a apporté la contradiction dans une salle profondément intéressée et sympathique. Il a mis à nu la vaste mystification du Front Populaire, et le honteux manquement qui mit fin aux occupations d'usines. Il dénonça l'abdication de tous les partis de gauche et de la C.G.T., et montra comment la bourgeoisie a récupéré les maigres avantages concédés en 1936.

Il a également démontré que les deux dernières lois de la réforme étaient un échec total.

Il a dénoncé la lutte parallèle à laquelle les deux dernières lois avaient donné lieu, dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on nous a parlé, mais qui ne nous nourrissent pas.

Il a dénoncé nos camarades chômeurs — jeunes et vieux — l'esprit de lutte que nos politiciens n'avaient pas, c'est aussi par une action que nous aurions la patience de mener méthodiquement, obligeant nos camarades ouvriers qui ont encore le honneur d'être exploités à tirer la tronche du sort — de mener la lutte parallèle à laquelle nous devons apporter des solutions plus concrètes et définitives, et qui devraient être réalisées.

Il a dénoncé la réaction des groupes d'avenir dont on

PAS D'ARGENT
pour les chômeurs
ni pour les fonctionnaires
ET L'ON TROUVE
32 millions
pour la visite d'un
"étranger indésirable"

le libertaire syndicaliste

Du front populaire au fascisme

par Marcel GUENNEC

La banqueroute frauduleuse du Front Populaire se précise. Les espoirs immenses qu'avait fait naître, parmi un peuple malheureux, la démagogie effrontée des filous qui exploitent sa crédulité sans limite, sont en train de sombrer dans le fascisme. Nous sommes loin du programme tapageur et enflammé de 1936. Depuis longtemps nos tranches-montagnes ont mis une sourdine à leurs rodomontades. Il n'est plus question de faire payer les riches ; on n'ose plus parler de « pain, paix, liberté » ; toutes les belles promesses se sont évaporées devant l'inexorable réalité de ce régime capitaliste qu'on s'est attaché à défendre, en juin, contre la furie prolétarienne, contre la Révolution. Le sentiment qu'il a été joué et berner une fois de plus commence à s'emparer du peuple. Et les politiciens, de plus en plus inquiets et craignant pour leur bateaux, en viennent — c'est classique — à se rejeter les torts les uns sur les autres. C'est le sourd malaise qui travaille les rangs du Parti communiste, c'est l'exclusion de la gauche révolutionnaire par le congrès S.F.I.O. de Royan, c'est la rupture, consommée en fait, sinon officiellement, entre les radicaux et leurs alliés marxistes. La grande apothéose s'achève en farce tragique.

*Le pain plus cher que jamais ;
La paix armée jusqu'aux dents ;
La liberté de se faire chasser des usines par les flics.*

Les travailleurs de la Monnaie viennent d'en faire la dure expérience.

Ils s'étaient mis en grève, non pas pour réclamer un avantage quelconque, mais uniquement pour défendre les conquêtes de 1936. On prévoit leur imposer un travail supplémentaire qui est signifié, en fait, la disparition des 40 heures ; la direction entendant n'embaucher qu'un nombre insuffisant de nouveaux ouvriers et — fait auquel nous ne saurons accorder trop d'attention — ne faire appel qu'à des retraités.

On imagine le légitime réaction de nos camarades. Ils ont justement méconnu la « légalité » bourgeoise, contre laquelle proteste le droit révolutionnaire issu de la bataille de juin et — nous disons bien — *forts de leur droit*, ils ont occupé l'établissement.

Immédiatement, Daladier, l'homme que les socialistes et communistes ont investi des pleins pouvoirs, lui conférant ainsi le droit de parler en leur nom *en toutes circonstances*, Daladier a envoyé plusieurs camions de flics pour déloger les grévistes.

Il est certain que si les ouvriers de la Monnaie avaient eu l'assurance de bénéficier de l'appui moral de toute la classe ouvrière, ils ne se seraient pas laissé expulser aussi aisément.

Mais nous ne sommes plus en 1936. Nous avons assisté depuis à toutes les trahisons, à toutes les palinories, à toutes les lâchetés, depuis la déclaration de Saenger au Sénat jusqu'à cette extraordinaire grève des usines d'aviation, cette grève qui fut une grève tout en ne l'étant pas et qui, depuis son commencement jusqu'à sa triste fin, se déroula dans l'atmosphère la plus trouble et la plus démoralisante.

D'aucuns diront que ces ouvriers sont organisés dans la C.G.T. et que, tout de même, une

L'affaire Garnier au Comité national des métaux

LE MOT DE CAMBRONNE (Frachonnerie)

En tant que membre du Comité national de la Fédération des Métaux, il m'a été donné — lors de sa dernière réunion, le 12 juin, à la Maison des Métallos parisiens, rue d'Angoulême — d'entendre Frachon tenir, à propos de l'affaire Garnier, de Saint-Etienne, d'abominables propos que je n'hésite pas à dénoncer ici à l'opinion de tous mes camarades ouvriers.

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds). Frachon, enflant la voix, cria grossièrement qu'il disait « merde » à tous ces gens-là.

Nous ne pouvions, quant à nous, souhaiter plus belle préface au Congrès confédéral de Nantes pour dénoncer la mentalité de bas empire qui est celle de Frachon, digne défenseur du Sanglant, en France. Nous sommes sûrs, nous, les militants de la C.G.T. qui voulons empêcher à tout prix les lieux de la Guerre, et que l'on en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds). Frachon, enflant la voix, cria grossièrement qu'il disait « merde » à tous ces gens-là.

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués du Comité National eurent la stupéfaction d'entendre Frachon, perdant toute retenue, proclamer qu'il en avait assez de cette affaire Garnier, et que l'on se permettait de lui demander des comptes d'un peu partout. (de la C.G.T. en particulier) une motion de protestation d'une union locale de la Creuse sembla l'avoir mis hors de ses gonds).

Le vieux militant roubaudien des métaux, D'hont venait, dans une motion rédigée d'un style volontairement mesuré, d'apporter notre solidarité entière à l'égard de Garnier, frappé par la répression bourgeois dans l'exercice de son mandat syndical. Et les délégués